

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 18 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EYREIN Industrie

Z.I. La Croix St Pierre
19800 Eyrein

Références : 2026-02-18 UiD192026-0024r georisques
Code AIOT : 0006001927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement EYREIN Industrie implanté Z.I. LA CROIX SAINT PIERRE 19800 Eyrein. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objectif de procéder au recollement de l'arrêté de mise en demeure (APMD) daté du 15/10/2024, faisant suite à l'inspection du 30/07/2024, portant entre autres sur la nécessité de mettre en place un état des stocks et de procéder à la réorganisation des stockages sur le site de production en vue de n'atteindre, en aucune circonstance, le seuil Seveso Bas.

Cette inspection avait également pour objet de pouvoir échanger avec l'exploitant quant à un dossier de porter à connaissance transmis en vue de la construction d'un nouveau bâtiment de stockage d'emballages vides, reçu par l'Inspection en date du 03/12/2025, mais aussi de mieux appréhender le fonctionnement de la station d'épuration interne du site et de ses rejets dans le milieu naturel.

Enfin, cette inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'inspections établie au niveau national.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EYREIN Industrie
- Z.I. LA CROIX SAINT PIERRE 19800 Eyrein
- Code AIOT : 0006001927
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EYREIN INDUSTRIE est une entreprise de fabrication de produits d'entretien liquides ou en poudre pour les administrations, les collectivités, les entreprises de tout secteur d'activité et les particuliers par l'intermédiaire de marques de distributeurs et/ou de produits de négoce. Son activité est notamment encadrée par les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) du 17/05/2019, qui abroge les dispositions des actes antérieurs, dont celles de l'arrêté d'autorisation initial en date du 23/06/1999, et du 05/09/2025.

Cet établissement, qui relève désormais du régime de l'enregistrement à la suite de la modification de la nomenclature introduite par le décret n°2023-943 du 11/10/2023, reste néanmoins régi par la procédure d'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite de la précédente inspection
- Suite à mise en demeure
- Action Nationale 2026 - Etat des stocks

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- ATEX
- Conditions de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Résultats analyse des PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Substances et produits chimiques	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 6.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	PAC Réorganisation du stockage des matières premières liquides GRV de 1000l	Autre du 23/04/2024	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Dispositions particulières applicables aux rubriques 1510 et 2663	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 9.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
7	PAC - Stockage d'emballages vides neufs - voie engins	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
9	Stockage des produits	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 1.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
10	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
13	Contrôle des eaux pluviales de voirie	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.11	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Collecte des effluents - station d'épuration	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
15	Entretien des installations de traitement des eaux polluées	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.4	/	Demande d'action corrective	1 mois
16	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande d'action corrective	1 mois
17	Gestion de l'établissement - limitations des émissions polluantes	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 2.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 05/09/2025, article 3-1	Sans objet
3	Etat des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure
8	Compatibilité des produits	AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure
11	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.1.1	Sans objet
12	Identification des effluents - Eaux pluviales	AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que l'exploitant a pris en compte les remarques de l'Inspection faites au cours de la précédente inspection du 30/07/2024 et a répondu à l'ensemble des points de l'APMD du 15/10/2024, qui pourra ainsi être levé.

En effet, l'exploitant a procédé à la réorganisation des stockages sur le site, notamment en vue de respecter le volume autorisé sur la rubrique 4510 et le seuil conduisant, par application de la règle de cumuls, à un classement Seveso Seuil Bas. Il a procédé à la refonte de son état des stocks, de sorte que celui-ci puisse être mis à jour au fil de l'eau et permette de déterminer les quantités de produits stockés par rubrique et par mention de danger.

Par ailleurs, s'il a pu être constaté que le stockage des matières premières a été réorganisé de sorte à respecter les règles de compatibilité des produits, l'exploitant devra rester vigilant quant au stockage de produits comburants.

L'exploitant devra également être vigilant quant au maintien du dégagement de la voie engins, notamment en déplaçant le stockage des GRV vides situés à l'arrière du bâtiment de fabrication de la lessive en poudre (bâtiment K).

Enfin, l'exploitant devra apporter des informations complémentaires concernant la nouvelle installation d'aspiration des vapeurs des cuves de préparation de produits et son émissaire, ainsi que sur la façon dont seront canalisées les eaux d'extinction incendie du futur bâtiment de stockage des emballages, ainsi que sur les potentielles émanations de gaz provenant de la zone de charge des chariots élévateurs présentes à proximité de la zone de stockage des acides.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/09/2025, article 3-1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par la rubrique de la nomenclature des installations classées : cf APC du 05/09/2025 - article 3-1 modifiant l'article 1.2.1 de l'APC du 17/05/2019.
Constats : L'APC du 05/09/2025 a pris acte des modifications de la situation administrative du site et plus particulièrement des modifications induites par la réorganisation des stockages. Ainsi, l'activité "entrepôts couverts", soumise à la rubrique 1510, a désormais un volume autorisé de 39 122 m ³ . La rubrique 2662-3 - Stockage de polymères, initialement retenue dans l'APC du 17/05/2019, a été remplacée par la rubrique 2663-2 (Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510). En effet, la rubrique 2662 n'était pas adaptée pour le classement des GRV et autres emballages plastiques utilisés, ces derniers n'ayant pas vocation à contenir des matières plastiques. La rubrique 2663 ne figure toutefois pas dans le tableau de classement du site, en ce que le seuil de classement, fixé à 1 000 m ³ , n'était pas atteint. Un nouveau dossier de porter à connaissance (PAC) a été communiqué à l'Inspection en date du 02/12/2025 concernant la création d'un nouveau bâtiment de stockage pour les emballages plastiques vides, avec la création d'un quai de déchargement et des locaux techniques en sous-sol et la construction de deux auvents de liaison entre le nouveau bâtiment et le bâtiment de production actuel. Ce PAC, actuellement en cours d'étude par l'Inspection, induirait une modification de la situation administrative du site, sans pour autant induire un changement de classement du site. Dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a confirmé les modifications de volumes induites par le futur projet de construction, telles que présentées dans le PAC transmis. Il a entendu préciser que ce projet d'extension n'est pas lié, à ce stade, à une augmentation des volumes de production journaliers du site et que l'instruction du permis de construire est toujours en cours, le délai d'instruction de 3 mois n'étant pas encore échu. Il précise également qu'à ce stade, le SDIS n'a pas encore émis d'avis écrit sur le projet, et notamment sur la demande d'aménagement des prescriptions issues de l'article 3.2 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017, formulée par l'exploitant, relative à la voie engins (pour une largeur utile de 4 mètres au lieu d'une largeur utile minimum de 6 mètres), bien que celui-ci se soit rendu sur place concernant la demande de déplacement d'un poteau incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Résultats analyse des PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : Les analyses PFAS transmises par l'exploitant pour les mois de mars, avril et mai 2024, montrant des dépassements des seuils, l'Inspection, dans le cadre de l'inspection du 30/07/2024, avait demandé la réalisation d'une analyse des eaux d'approvisionnement en amont du process, afin d'évaluer la part de PFAS issue des installations du site. L'exploitant devait alors : <ul style="list-style-type: none">- rechercher les raisons de la présence des PFAS ou de fluor-organique dans les rejets du site,- supprimer ou à défaut réduire la présence des PFAS,- vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et poursuivre les recherches sur les causes de la présence des PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux,- communiquer, sous 1 mois, les raisons exhaustives de la présence de PFAS et d'AOF dans les rejets aqueux de l'installation et les mesures correctives mises en œuvre. Or, à l'issue du délai imparti, aucun élément n'a été communiqué à l'Inspection. Interrogé sur ce point dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a indiqué avoir supprimé de ses processus de fabrication les matières premières comprenant des PFAS, à savoir un tensioactif spécifique et un produit imperméabilisant de surface faisant partie d'une gamme particulière de produits fabriqués sur le site. Il précise que les stocks de ces produits ont été entièrement écoulés avant l'été 2025. L'exploitant indique qu'une analyse des eaux situées en amont du site, spécifique aux PFAS, a été conduite le 14/01/2026 et que les résultats seront communiqués à l'Inspection en février 2026. Il indique toutefois qu'aucune analyse de recherche de PFAS en aval du site n'a été conduite à ce jour et qu'aucune nouvelle campagne d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux industriels du site n'a été réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'Inspection, dès réception et sans délai, les résultats de l'analyse des eaux situées en amont du site, spécifique aux PFAS, menée en janvier 2026. En outre, il doit procéder, sous 1 mois, à une analyse des effluents aqueux industriels en sortie du site afin de vérifier l'absence de PFAS ou de fluor-organique dans les rejets du site considérant la suppression des deux matières premières contenant ces substances. Il devra tenir informé l'Inspection de la date de réalisation de ces analyses et une fois les résultats obtenus, ils devront

être communiqués, sans délai, à l'Inspection avec tout élément d'appréciation nécessaire le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks des produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Eyrein Industrie exploitant une installation de fabrication de produits d'entretien liquides ou en poudre, sur le territoire de la commune d'Eyrein, Z.I. La Croix Saint Pierre, est mise en demeure de respecter, les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Etat des matières stockées - produits chimiques (articles 1.2.1 et 6.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019, article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié et article 3.3 de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2023 modifié) : <ul style="list-style-type: none"> en communiquant à l'Inspection des installations classées, sous 15 jours, l'inventaire des stocks exhaustifs des substances et mélanges susceptibles d'être présents sur le site de production (nature, état physique, quantité, emplacement) ; en communiquant, sous 1 mois, les mesures prises pour la mise à jour au fil de l'eau et l'accessibilité, en toutes circonstances, de l'état des stocks des substances dangereuses et des matières combustibles non dangereuses ; en réduisant, au plus tard le 31 décembre 2024 le stock des produits classés dangereux au titre des rubriques 4510 et 4511 afin de ne pas dépasser, en toutes circonstances, le seuil SEVESO bas par application des règles définies à l'article R.511-11-II du Code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Le 19/11/2024, en réponse à l'APMD du 15/10/2024, l'exploitant a communiqué à l'Inspection un inventaire des stocks de produits chimiques présents sur le site, en indiquant que la méthode et l'outil mis en place permettent de déterminer rapidement l'état des stocks et qu'un inventaire permet d'établir rapidement les quantités stockées d'emballages, de palettes bois et de cartons.</p> <p>De plus, le 27/12/2024, deux dossiers de déclaration au titre de la rubrique 4510, ont été déposés par l'exploitant pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entrepôt Eyrein Industrie, situé ZAC de la Montane, pour une quantité maximum stockée de 90 t, - le site dit "TAZO", situé ZAC des Champs de Brach, pour une quantité maximum stockée de 95 t. <p>Un autre dossier de déclaration a été déposé par la Société de logistique ussacoise - Froidefond, à Ussac (19), qui est une ICPE, régie par un AP du 20/09/2016, soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2-b, pour l'entreposage de produits finis d'Eyrein Industrie, pour une quantité maximum stockée, au titre de la rubrique 4510-2, de 90 t.</p> <p>Par ailleurs, le 31/12/2024, un nouvel extrait de l'état des stocks, sous format Excel, a été transmis</p>

par l'exploitant.

L'onglet "Données" du fichier liste les différents produits stockés sur le site de production, auxquels sont associés leurs mentions de danger. Une requête permet de cumuler le poids de ces produits par mention de dangers et de déterminer, par mention de dangers et par extension par rubriques 4XXX, le poids total de ces produits présents sur le site de production.

L'onglet "Synthèse" permet, plus précisément, de connaître le poids total des produits classés au titre des rubriques 4510, 4511 et 4331.

Cet état de stock permet de voir à un instant "t" que le site n'excède pas les seuils SEVESO seuil bas.

Ces nouvelles dispositions et aménagements répondent donc à la demande formulée dans l'APMD du 15/10/2024 relative à la réduction, avant le 31/12/2024, du stock de produits classés dangereux au titre des rubriques 4510 et 4511 afin de ne pas dépasser, en toutes circonstances, le seuil SEVESO bas, par application des règles définies à l'article R. 511-11-II du Code de l'environnement.

Néanmoins, il apparaît sur cet état des stocks, que l'exploitant avait fait un "total calcul SEVESO" erroné en cumulant les trois rubriques 4XXX. Or, ces trois rubriques ne concernant pas les mêmes types de dangers (danger pour l'environnement - rubriques 4510 et 4511 et danger physique - rubrique 4331), elles ne doivent donc pas être compilées.

En outre, dans ce document, ni les zones de stockages, ni l'emplacement des produits par bâtiment n'apparaissent de façon précise : ainsi dans l'onglet "données", il apparaît que si un produit est présent dans différents bâtiments du site, il est indiqué, par exemple, "Bâtiments B / C / J / L". Le détail du stockage de produit par bâtiment n'est donc pas possible.

Interrogé sur cet état des stocks lors de la présente inspection, l'exploitant a de nouveau présenté l'état des stocks propre au site de production, qui a été modifié et corrigé par l'exploitant depuis sa dernière transmission à l'Inspection. Il précise que l'outil a été mis à jour pour répondre aux attentes de l'Inspection.

L'exploitant a procédé à l'actualisation de cet état des stocks, grâce à une requête, permettant ainsi de constater la possibilité de mettre à jour instantanément l'outil.

Il indique que l'état des stocks est mis à jour, au fil de l'eau, via un système de scan de codes barres présents sur les étiquettes des produits stockés sur le site. Ainsi, en cas d'entrée d'une matière première sur le site, celle-ci est préalablement contrôlée à sa réception, est étiquetée, son code-barre est scanné, puis elle rentre automatiquement dans la base de données du site et donc dans l'état du stock, en temps réel.

Il a été constaté lors de l'inspection que cet état des stocks est conforme à la situation administrative actuellement déclarée par l'exploitant.

Ainsi, l'onglet "Synthèse" mentionne désormais les seuils SEVESO bas et haut, ainsi que le seuil autorisé sur le site. Il inclut, en outre, le calcul issu de l'application de la règle de cumuls SEVESO, mais l'exploitant indique qu'en cas de dépassement, l'outil ne comporte pas d'alerte mais précise que si une matière première arrive sur le site et que celle-ci est susceptible d'entraîner un dépassement de seuil, le responsable HSE et le réceptionnaire orienteront cette matière première vers l'un des autres sites de stockage de l'entreprise, notamment celui dit "TAZO", en ce qu'il contient encore peu de matières premières.

Toutefois, ces explications sont contredites par l'état des stocks transmis à l'issue de l'inspection et mis à jour par l'exploitant en date du 23/01/2026, car il apparaît un dépassement du volume autorisé de 85,568 tonnes sur la rubrique 4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, avec un poids total stocké au 23/01/2026 de 86,928 tonnes sur cette rubrique, soit un

dépassement de 1,36 tonnes. Le dépassement du seuil SEVESO bas pour cette rubrique étant néanmoins fixé à 5000 t, seule la capacité maximale déclarée par l'exploitant dans son dossier initial est ainsi remise en cause. En outre, il apparaît que le détail de l'emplacement du stockage de chaque produit par bâtiment n'est toujours pas possible, la liste des différents emplacements étant néanmoins correctement maintenue et mise à jour.

Malgré l'incohérence mise en exergue, les dispositions mises en œuvre par l'exploitant répondent à la demande formulée dans l'APMD du 15/10/2024 relative à la communication de l'inventaire des stocks exhaustifs des substances et mélanges susceptibles d'être présents sur le site de production (nature, état physique, quantité, emplacement).

En cas de sinistre sur le site, cet état des stocks est accessible via une connexion à distance au réseau de l'entreprise. Cet état des stocks est sauvegardé instantanément sur un serveur, dans un datacenter. Cet état des stocks est actuellement géré par le responsable Infrastructures, la responsable HSE, le responsable logistique, mais il est précisé que le responsable des matières premières n'y a pas accès à ce jour.

Ces éléments répondent donc à la demande formulée dans l'APMD du 15/10/2024 relative à la communication des mesures prises pour la mise à jour au fil de l'eau et l'accessibilité, en toutes circonstances, de l'état des stocks des substances dangereuses.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 6.1.1

Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017 relatif aux entrepôts 1510 :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 3.3 de l'AM du 11/10/2023 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2630 :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées et utilisées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Ces documents lui permettent de connaître la nature et les risques des matières

présentes dans l'installation. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations indiquées dans ces documents (en particulier usages autorisés, compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). La présence dans l'installation de matières dangereuses est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Lors de la présente inspection, il a été constaté que le plan général des stockages n'est pas annexé à l'état des stocks, mais il existe un plan de stockage par bâtiment, avec indication des produits et des matières premières stockées.

Ces plans sont accessibles sur le réseau informatique du site.

L'exploitant précise que ces plans sont mis à jour deux fois par an (la dernière mise à jour datant du 11/12/2025). Il précise que ces plans sont affichés dans chaque bâtiment.

Or, sur site, il a été constaté, par sondage, qu'aucun plan de stockage n'était affiché dans le bâtiment K (fabrication de lessive en poudre).

Ces plans ont, par suite, été adressés à l'Inspection et il apparaît que les zones de stockage ne sont pas clairement identifiées, rendant ces documents difficilement exploitables, notamment pour les services de secours et de lutte contre l'incendie.

S'agissant de l'inventaire des produits chimiques, et comme indiqué dans le point de contrôle n°3, il a été constaté, sur l'état des stocks transmis à l'issue de l'inspection, et mis à jour par l'exploitant en date du 23/01/2026, un dépassement du volume autorisé de 85,568 tonnes sur la rubrique 4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, avec un poids total stocké au 23/01/2026 de 86,928 tonnes sur cette rubrique, soit un dépassement de 1,36 tonnes.

Enfin, s'agissant de l'inventaire des matières combustibles, l'exploitant indique que depuis le dernier envoi de l'état des stocks à l'Inspection, soit depuis le 31/12/2024, cet inventaire n'a pas été remis à jour et qu'aucun inventaire physique régulier de ces matières n'était réalisé sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour, sous 1 mois, les plans de stockage des produits en indiquant avec précision les zones de stockages, de sorte que les services de secours et de lutte contre l'incendie puissent identifier aisément chacune des zones de stockage sur le site.

L'exploitant doit s'assurer, sous 7 jours, que les plans de stockage sont bien affichés dans chaque bâtiment et démontrer à l'Inspection que l'affichage a bien été remis dans le bâtiment K, de production de lessive en poudre. Ces plans devront être remplacés sur l'ensemble du site à chaque remise à jour.

L'exploitant doit, sous 15 jours, réorganiser le stockage du site, de sorte de ne plus dépasser le volume autorisé de 85,568 tonnes de produits classés au titre de la rubrique 4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 et doit en apporter la preuve à l'Inspection.

En outre, il doit définir, sous 1 mois, une méthodologie visant à prévenir et éviter tout risque de dépassement des volumes autorisés au titre des rubriques 4XXX et la communiquer en suivant à l'Inspection. A défaut, il devra transmettre à M. le Préfet un rapport de constat portant à connaissance visant à

demander une augmentation du volume de stockage de cette typologie de produits en étudiant les risques engendrés par une telle augmentation et les mesures de protection à mettre en œuvre en conséquence.

L'exploitant doit, sous 2 mois, procéder à l'inventaire des matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées et adresser cet inventaire en suivant à l'Inspection. Il doit mettre en place et communiquer à l'Inspection, sous 3 mois, une méthodologie permettant de pouvoir réaliser et de mettre à jour, au fil de l'eau, l'état des stocks de ces matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : PAC Réorganisation du stockage des matières premières liquides GRV de 1000l

Référence réglementaire : Autre du 23/04/2024

Thème(s) : Autre, Réorganisation stockage MP liquides en GRV

Prescription contrôlée :

Le PAC transmis le 23 avril 2024 indique :

Réorganisation du stockage des matières premières :

La nouvelle zone de stockage est organisée ainsi :

- Création d'une zone extérieure couverte par un auvent non fermé sur deux côtés de 450 m²,
- Création d'une dalle en béton étanche pour le stockage des GRV et d'une rétention associée (dessous) avec répartition en fonction des compatibilités de produits.

AM 11/04/2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 - Annexe II - article 17 - Ventilation et recharge de batteries

[...] La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone [...].

Constats :

Sur site, dans le bâtiment de stockage des matières premières liquides (bâtiment L), il a été constaté :

- la mise en place de panneaux identifiants la nature des produits entreposés,
- par sondage, que la compatibilité de produits est respectée, en ce que les acides sont séparés des bases par l'entreposage, entre eux, de produits neutres.

Toutefois, il est également apparu que le marquage au sol, initialement mis en place pour identifier les différentes zones de stockage par nature de produit, est désormais quasiment effacé.

S'agissant de la zone ATEX de charge des chariots élévateurs située dans le bâtiment C, à proximité du bâtiment L et de la zone de stockage des acides, l'Inspection a constaté depuis la précédente inspection du 30/07/2024, un réaménagement de la zone, avec la mise en place de

nouveaux matériels de charge.

En outre, l'Inspection sollicitait à l'issue de la précédente inspection du 30/07/2024: "(...) au regard de la création de cette nouvelle zone de stockage, et qui plus est qui se trouve à proximité d'une zone ATEX, l'étude de dangers doit être mise à jour afin, notamment, de déterminer les risques induits par cette nouvelle zone de stockage et de faire une nouvelle modélisation des risques induits".

Le PAC V3 du 25/04/2024 répond sur ce point en indiquant page 21 : "Dans le bâtiment C, il y a une zone de charge des batteries des chariots élévateurs cette zone est éloignée de toutes les autres d'une distance supérieure à 2 m, de plus la porte de séparation avec le bâtiment L est coupe-feu ainsi que le mur. Enfin aucune source d'ignition n'est présente dans cette zone afin d'éviter toute source d'inflammation".

Sur site, il a été constaté que deux portes coupe-feu sont effectivement présentes : l'une est installée entre le nouveau bâtiment L et le bâtiment C et l'autre se situe entre le nouveau bâtiment L et la zone de stockage des acides. Ces portes sont matérialisées sur le plan des stockages de GRV fourni page 21 du PAC.

Toutefois, s'agissant de la zone ATEX, celle-ci n'est pas matérialisée sur le plan fourni en page 21 du PAC et elle est mal positionnée sur le plan fourni en page 15 de ce PAC. De plus, elle n'apparaît pas sur les plans fournis à l'appui du dossier de demande de permis de construire du bâtiment L. Or, sur site il a été constaté qu'aucune porte coupe-feu n'existe à l'intérieur des locaux entre le bâtiment de stockage C et la zone de stockage des acides. La zone ATEX est accolée au mur coupe-feu séparant le bâtiment C de la zone de stockage des acides (sacs et GRV), qui lui-même comporte une première large ouverture, sans porte, ainsi qu'une seconde large ouverture, sans porte, présente entre le stockage acides et le bâtiment C, face à des stockages en racks de matières premières. Or, en raison de la présence de ces larges ouvertures, ce mur ne saurait pouvoir être considéré comme coupe-feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra procéder, sous 2 mois, à la réfection du marquage au sol dans le bâtiment L, afin de distinguer les différentes zones de stockage des produits acides, neutres et basiques. Il devra s'assurer que ce marquage soit réalisé de sorte qu'il puisse perdurer dans le temps et ce malgré le déversement de produits et le passage répété des engins de manutention.

S'agissant de la zone ATEX de charge des chariots élévateurs, présente dans le bâtiment C, l'exploitant doit indiquer, sous 1 mois, en raison de la mise en place de nouveaux matériels de charge, les modifications éventuellement induites sur la puissance autorisée au titre de la rubrique 2925 - Charge d'accumulateurs.

Il doit, en outre, transmettre, sous 3 mois, une étude dans laquelle il devra être démontré l'absence de potentielles émanations de gaz provenant de la zone de recharge des batteries des chariots élévateurs. En cas d'absence de risques d'émanations de gaz, l'exploitant devra s'assurer de respecter les dispositions de l'article 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et notamment d'aménager, sous 1 mois, à la suite de cette étude, la zone ATEX de sorte que celle-ci soit distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. En cas de présence de tels risques, la recharge des batteries devra être réalisée, sous 3 mois à la suite de cette étude, dans un local de recharge spécifique tel que défini à l'article susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions particulières applicables aux rubriques 1510 et 2663

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La taille du stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu. La hauteur de stockage en paletier est limitée à 10 m, dans tous les cas. Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surface maximale des îlots au sol : 500 m² • Hauteur maximale de stockage : 8 m • Distance minimale entre deux îlots : 2 m • Distance minimale de 1 m entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage <p>Il n'y a pas de matières stockées en vrac.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 12/11/2024, l'exploitant a communiqué à l'Inspection une série de photographies afin de démontrer la réorganisation du stockage, de sorte que celui-ci respecte les prescriptions de l'APC du 17/05/2019.</p> <p>Ce point n'a donc pas été repris dans l'APMD du 15/10/2024.</p> <p>Sur site, il a été constaté que l'exploitant a mis en place de nouveaux racks pour le stockage des matières premières dans le bâtiment C. Par sondage, il a été constaté que ces stockages respectent les prescriptions de l'APC du 17/05/2019. Il n'a pas été constaté de stockage en vrac. Toutefois, il a été relevé la présence de deux fûts à large ouverture présentant d'importantes coulures noires épaisses et collantes, se répandant sur le sol. L'exploitant a indiqué que ces coulures sont dues aux manipulations manuelles faites pour récupérer le produit stocké.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra entreposer, sous 15 jours, les deux fûts à large ouverture présentant les coulures noires constatés dans le bâtiment c, sur des bacs de rétention, de sorte que les coulures puissent être récupérées et qu'elles ne puissent se répandre sur le sol. Il devra transmettre en suivant à l'Inspection, les preuves de la mise en œuvre de cette action corrective.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : PAC - Stockage d'emballages vides neufs - voie engins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des emballages neufs vides
Prescription contrôlée : [...] Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Le PAC transmis le 23 avril 2024, indique sur le stockage d'emballages vides neufs : "Afin d'organiser aussi le stockage d'emballages neufs, il est prévu d'utiliser la place libre sous la dalle nouvellement créée comme suit : Les emballages plastiques vides sont répartis sous la dalle, comme représenté sur le plan".
Constats : Dans le PAC du 25/04/2025, il est indiqué que le risque " <i>incendie du stockage de GRV est identique à celui déjà présent puisqu'il n'y a pas de changement de volume de produits stockés</i> " et que " <i>les dangers présents ne sont pas plus générateurs de risques que ceux déjà existants et ceux présents avant le changement</i> " (soit avant la création du bâtiment L) et que " <i>le contenant est en matière combustible GRV plastiques (mais il est peu probable qu'ils s'enflamment tous en même temps)</i> ". Il est indiqué en suivant que le bâtiment est équipé d'un système d'alarme de type VESDA (analyseur en continu) qui alertera le personnel, qui pourra intervenir en cas de début d'incendie et ainsi limitera le risque de propagation. Il précise que le personnel est présent sur site en deux postes (matin et soir). Interrogé sur cette alarme, l'exploitant a précisé qu'il s'agit d'un système d'aspiration en continu qui envoie l'air aspiré vers un analyseur. Ainsi, si l'analyseur détecte de la fumée, il en informe la centrale incendie, qui déclenche immédiatement l'alarme incendie sur le site, au rez-de-chaussée, comme à l'étage et ce sans levée de doute. En outre, le site dispose également d'une télésurveillance située à Limoges, qui renvoie l'alerte vers l'astreinte pour effectuer une levée de doute et appeler les pompiers en cas de sinistre constaté. La télésurveillance intervient sur trois types d'alarmes : l'intrusion, l'incendie et une alarme technique sur la station d'épuration (STEP). Le site compte 5 personnes d'astreinte, qui prennent à tour de rôle l'astreinte pour 1 semaine. Si la télésurveillance ne parvient pas à joindre l'astreint de service, elle a pour consigne d'appeler le second, puis en cas d'absence de réponse le troisième, etc... jusqu'à la Direction du site si personne ne répond. En cas d'alerte incendie, les consignes "astreinte" transmises précise que le personnel d'astreinte doit se rendre immédiatement sur place (et doit se trouver à moins de 30 min du site) pour faire une levée de doute et en cas d'incendie avéré, contacter les pompiers et la Direction du site.

En outre, s'agissant du respect des zones de stockages, il a été constaté que les stockages qui étaient présents entre le bâtiment L et le bâtiment K avaient bien été évacués et que les zones de stockage extérieures étaient bien respectées, sans débordement ou dépassement. Toutefois, il a été constaté que le stockage situé à l'arrière et à l'angle du bâtiment K, vers les quais de déchargement des camions pouvait gêner le passage des engins de secours et de lutte contre l'incendie.

En outre, il a été constaté que sous le bâtiment L, où ne devaient être stockés que des emballages vides, l'exploitant a entreposé, à proximité du bâtiment D, des GRV de produits en cours de conditionnement.

L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une mesure temporaire liée au manque de place disponible dans le bâtiment de production, où sont entreposés des contenants vides. Il indique que le futur nouveau bâtiment de stockage permettra de remédier à cette situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

S'agissant du stockage des GRV en cours de conditionnement, sous le bâtiment L, l'exploitant doit, sous 3 mois, prendre toutes les mesures correctives pour remédier à cette situation et évacuer ces GRV, cette partie du bâtiment n'ayant pour vocation qu'à accueillir du stockage d'emballages et de contenants vides. A défaut de pouvoir procéder à cette évacuation, il devra fournir à l'Inspection une étude démontrant que cet entreposage ne modifie pas les risques présents sur cette zone de stockage et notamment le risque incendie compte tenu de la présence de la zone de stockage de produits inflammables directement au-dessus de cet espace.

En outre, il doit sous 15 jours, procéder au dégagement de la voie d'accès des engins de lutte contre l'incendie du SDIS, en modifiant le stockage situé à l'arrière du bâtiment K, à proximité des quais de déchargement des camions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Compatibilité des produits

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/10/2024, article 1

Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de stockage des produits chimiques

Prescription contrôlée :

La société Eyrein Industrie exploitant une installation de fabrication de produits d'entretien liquides ou en poudre, sur le territoire de la commune d'Eyrein, Z.I. La Croix Saint Pierre, est mise en demeure de respecter, les dispositions suivantes :

[...]

- Stockage des produits (articles 1.2.3 et 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019) :
 - en réorganisant, sous 15 jours, le stockage des produits et matières premières en respectant la compatibilité de ceux-ci.

Constats :

L'exploitant a communiqué par courriel du 12/11/2024, une série de photographies démontrant la réorganisation du stockage des matières premières conformément à l'étiquetage mis en place et dans le respect des règles de compatibilité des produits.

Il a été constaté lors de la présente inspection, par sondage dans les bâtiments C et L, que cette réorganisation est toujours effective. Ainsi, dans le bâtiment L, les acides sont séparés des bases par des produits neutres. Dans le bâtiment C, de nouveaux racks ont été mis en place, sur lesquels, il a été constaté, par sondage, que les acides sont séparés des bases par des produits neutres.

Ainsi, ces éléments répondent à la demande formulée dans l'APMD du 15/10/2024 relative à la réorganisation du stockage des produits et matières premières en respectant la compatibilité de ceux-ci.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Stockage des produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits stockés

Prescription contrôlée :

[...]

Les liquides corrosifs (contenants de 1000 l et fûts) sont stockés en rack sur une aire couverte le long du bâtiment principal, face au stockage de liquides inflammables. Le stockage est réparti en fonction des compatibilités des produits.

Les autres liquides inflammables (contenant de 1000 l et fûts) sont stockés dans le bâtiment J, sur rétention (surface de 53 m³) à une distance du bâtiment principal d'environ 10 m. Les autres matières premières sont stockées dans le bâtiment principal (bât. B, C, K), les produits sont séparés en fonction de leurs compatibilités (acide, base).

Constats :

Il a été constaté dans le bâtiment C, l'entreposage sur un rack d'un GRV d'un produit comburant, dont le nom est "INDAL PERACID 50" dans une zone qui ne lui était pas dédiée et à proximité de l'atelier de maintenance. L'exploitant a indiqué que ce produit est un acide peracétique qui n'est plus utilisé et qui sera évacué.

Il a également été constaté, à proximité de ce produit, deux GRV ouverts sur le dessus, comportant de la vase. L'exploitant a indiqué que cette vase provient du bassin de rétention de 250 m³ du site qui a été récemment curé. Il précise qu'en principe ce curage se fait l'été mais qu'en raison des fortes précipitations de ces dernières semaines, un curage avait été nécessaire et que les boues étaient stockées dans le bâtiment en attendant leur évacuation.

Interrogé sur la mise en place de consignes écrites ou de formations à destination du personnel quant au respect de la compatibilité des produits, afin d'éviter tout risque de stockage de produits incompatibles, l'exploitant a indiqué avoir procédé à une sensibilisation du

réceptionnaire des produits et de son collègue, sur la répartition des stockages par zone. Ainsi, l'étiquette accolée sur les produits permet de savoir si le produit est un acide, une base ou même un produit inflammable. Si rien n'est précisé sur l'étiquette, le produit est neutre. Les consignes sont ainsi passées via l'étiquetage des produits, les plans de stockages des différents bâtiments du site, ainsi que par des panneaux ou encore le marquage au sol dans le nouveau bâtiment L.

S'agissant des six cuves aériennes de 30 m³ chacune, il a été constaté une incohérence entre les divers éléments transmis à l'Inspection relatifs au contenu de ces cuves. Interrogé sur le contenu actuel des cuves, l'exploitant a indiqué à l'Inspection les éléments suivants :

- Cuve 1 : 010-AP acide phosphorique à 75 %,
- Cuve 2 : 115-AG alcool gras éthoxylée à 6 moles,
- Cuve 3 : 050-SY chlorure de diméthyl benzyl ammonium,
- Cuve 4 : 298 lauryléther sulfate de sodium,
- Cuve 5 : 073 -LS lessive de soude à 30,5 %,
- Cuve 6 : 480-GLECO acide glutamique, acide N, N-diacétique, sel de tetrasodium, 38 % solution aqueuse.

Il a pu être constaté lors de l'inspection que le contenu des cuves aériennes correspond bien aux produits mentionnés par l'exploitant.

L'exploitant a entendu préciser que les contenus des cuves avaient été réaffectés à la suite de la précédente inspection, de sorte que des produits incompatibles ne puissent plus être mélangés dans des rétentions communes. Ainsi, désormais, des acides et des bases ne sont plus mélangés dans la même rétention.

Interrogé sur la façon dont les cuves ont été nettoyées, l'exploitant a indiqué que les cuves ont été entièrement vidées, il précise sur ce point qu'aucun rinçage à l'eau n'a été effectué mais qu'un test en laboratoire a été réalisé afin de vérifier si des résidus de produit étaient toujours présents dans les cuves et il a été vérifié qu'il n'y avait aucune réaction entre le nouveau produit introduit et les éventuels résidus du précédent produit.

Interrogé sur la vérification des rétentions des cuves aériennes, l'exploitant a indiqué que chaque jour a lieu un contrôle du niveau des rétentions, celles-ci se remplissant avec les eaux pluviales, mais que la vidange n'est faite que trimestriellement, conformément à la consigne idoine (ligne 49) contenue dans les consignes relatives à la STEP. En revanche, ces consignes ne prévoient pas un contrôle journalier ni une obligation de vidange plus fréquente en cas de besoin.

Par ailleurs, le plan des réseaux transmis à l'appui du PAC du 25/04/2025 fait apparaître deux points de vidange des cuves de rétention à l'arrière de la zone. L'exploitant a précisé que toutes les rétentions pouvaient être vidangées mais que cette vidange est faite manuellement, grâce au branchement d'un tuyau vers une fosse de reprise pour dépotage dans le bâtiment E situé à proximité. Cette vidange est gérée par le service maintenance.

Par ailleurs, interrogé quant à l'existence d'un plan de ces rétentions communes, en ce que le plan de la zone de dépotage des citernes en cuve aériennes, transmis par courriel du 31/12/2024, ne faisait pas apparaître ces rétentions, l'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas à ce jour de plan spécifique.

En outre, il a été indiqué à l'exploitant que le plan général des zones à risques, fourni dans le PAC du 25/04/2025 n'indique pas la présence de ces 6 cuves aériennes et qu'elles doivent, de ce fait, être ajoutées sur ce plan.

Par ailleurs, le site dispose également de 2 cuves enterrées de 70 m³, à proximité du bâtiment ATEX J. L'exploitant a précisé que celles-ci étaient divisées en 8 compartiments, alors que cette précision n'apparaît pas sur le plan de la zone de dépotage fourni. Ainsi, la cuve n°1 comporte 3 compartiments et la cuve n°2 en comporte 5. Toutefois, le plan des réseaux fourni à l'appui du PAC du 25/04/2025 indique que la cuve n°1 comporte uniquement 2 compartiments.

L'exploitant a montré à l'inspection un document listant le contenu de chaque compartiment dans chacune des cuves (avec un code couleur pour identifier la cuve correspondante), toutefois, ce document ne détaille pas à quel numéro de compartiment ces produits sont associés.

Ainsi, il a été indiqué que la cuve 1 comporte de l'alcool éthylique (35 m³), de l'alcool isopropylique (15m³) et de l'alcool isopropylique (20m³).

La cuve n°2 comporte du chlorure de didecyldimethyl ammonium à 50 % soit un tensio-actif cationique (10 m³), de l'alcool éthylique (10 m³), de l'éther de n-butylique du propylène glycol (30 m³), de l'alcool isopropylique (10 m³) et de l'alcool isopropylique (10 m³).

L'exploitant a entendu préciser que le contenu de ces cuves peut être amené à évoluer et à être donc modifié, ce qui a été constaté lors de la présente visite. Ainsi, le contenu de ces cuves ayant été indiqué dans l'APC du 05/09/2025, il conviendra de supprimer ces dispositions afin que l'exploitant ne soit plus contraint sur ce point.

Sur site, il a été constaté au niveau des cuves enterrées que les produits sont bien mentionnés sur des panneaux situés à proximité des cuves, avec l'indication du numéro de cuve associée.

Toutefois, sur la zone de dépotage de ces cuves, il a été constaté que des mesures de sécurité n'avaient pas été respectées, en ce que l'obturation d'orifices de tuyauterie de trois cuves (n°7, 3, 8) n'était pas faite, les cadenas apposés sur ces orifices ayant été laissés ouverts.

Enfin, s'agissant de la zone ATEX d'entreposage des parfums, située dans le bâtiment J en extérieur, il est apparu que cette zone comportait bien uniquement du stockage de divers parfums, mais qu'en revanche, la serrure de l'une des portes de ce bâtiment était cassée, en raison, selon l'exploitant, très probablement d'un choc avec un chariot. Cette porte était maintenue fermée à l'aide d'une simple tige métallique. L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec le fournisseur du bâtiment pour procéder au changement de la serrure mais qu'en raison de l'ancienneté de la pièce, il serait peut-être nécessaire de procéder au remplacement de la porte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder, sous 7 jours et si cela n'a pas déjà été fait :

- à l'enlèvement du produit inflammable "INDAL PERACID 50";
- à l'enlèvement et à l'élimination dans la filière adéquate de la vase contenue dans les deux GRV, issue du bassin de rétention curé.

L'exploitant communiquera, en suivant, à l'Inspection les bordereaux de suivi des déchets correspondants.

L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter les consignes relatives à la STEP, en ajoutant, d'une part, une consigne imposant une vérification quotidienne du niveau de remplissage des trois rétentions des cuves aériennes et d'autre part, une consigne visant à vidanger ces rétentions, dès lors qu'il est constaté que le volume utile de la rétention ne peut être assuré, notamment lors des périodes de fortes précipitations.

L'exploitant doit étudier la possibilité de mettre en place un système de vidange pérenne des rétentions des cuves aériennes, en lieu et place du système de vidange manuel actuellement utilisé par la maintenance. Il devra tenir informée l'Inspection des résultats de cette étude et des modifications éventuelles qu'il souhaiterait entreprendre sur ce point.

L'exploitant doit procéder, sous 1 mois, à la mise à jour des plans fournis à l'Inspection ou à fournir des explications sur des indications qui y figurent.

Ainsi, s'agissant du plan de la zone de dépotage de citernes en cuves aériennes, il doit :

- faire apparaître les 3 rétentions des 6 cuves aériennes, en précisant le numéro des cuves auxquelles ces rétentions sont rattachées, leur volume et leurs dimensions,

- ajouter les compartiments des deux cuves enterrées de 70 m³.

S'agissant du plan des zones à risques, fourni à l'appui du PAC du 25/04/2025 concernant le bâtiment L, il doit ajouter les 6 cuves aériennes qui n'y figurent pas.

S'agissant du plan des réseaux fourni à l'appui du PAC du 25/04/2025 concernant le bâtiment L, il doit :

- préciser à l'Inspection à quoi correspond l'indication "vidange cuve rétention 1 - 2" présente à l'arrière du plan des cuves aériennes,
- préciser à l'Inspection à quoi correspond l'indication "cuve enterrée" présente devant les cuves aériennes 1 et 2,
- revoir le compartimentage de la cuve enterrée qui ne comporte que 2 compartiments au lieu de 3, ainsi que la zone de remplissage qui ne comporte que 7 orifices au lieu des 8 présents.

L'exploitant devra par ailleurs sensibiliser le personnel du site ou éventuellement les personnes extérieures du site intervenant sur la zone de dépotage, quant à l'obligation de maintenir fermés les orifices de tuyauterie des cuves enterrées, hors période de dépotage, et apposer une consigne en ce sens sur la zone.

Enfin, s'agissant de la zone ATEX du bâtiment J - stockage des parfums, l'exploitant doit, sous 1 mois, remédier au désordre constaté affectant l'une des portes de ce stockage, soit en procédant au remplacement de la serrure cassée, soit en remplaçant l'intégralité de la porte. Il devra tenir informée l'Inspection des démarches entreprises et transmettre, dans un premier temps, un devis signé, puis indiquer la date de réalisation des travaux de réparation et enfin apporter la preuve de la réparation effective de la porte.

En outre et afin de lever une incohérence présente dans le PAC du 25/04/2025, il devra préciser, sous 1 mois, le volume de stockage du bâtiment J, ainsi que le volume de sa rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'au moins 2 appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;
- une réserve d'eau d'au moins 360 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes

circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets et des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- des robinets d'incendie armés répartis dans l'établissement et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposés. Ils sont utilisables en période de gel ;
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- d'au moins une couverture spéciale anti-feu à proximité des principaux lieux de stockage ou d'utilisation de liquides inflammables ;
- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;
- d'un système interne d'alerte incendie.

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

[...]

Un exercice incendie est réalisé au moins 2 fois par an.

Constats :

Sur site, il a été constaté, par sondage, que les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs et RIA) disposent d'une étiquette de contrôle indiquant que le dernier contrôle a eu lieu en avril 2025.

Dans le bâtiment K, dans lequel est fabriquée la lessive en poudre, il a été constaté qu'un extincteur était difficilement accessible du fait de son positionnement, derrière les barres de soutènement de la plateforme de fabrication et ce d'autant plus lorsque le chariot élévateur est garé devant cette plateforme.

Par ailleurs, dans le bâtiment L de stockage des matières premières liquides, il a été constaté à proximité de la zone de stockage réservée aux liquides inflammables l'installation d'un poste incendie additivé (PIA), qui dispose d'un agent extincteur composé d'eau et d'un liquide émulseur à bas foisonnement. Ce PIA est constamment alimenté en eau et est installé à proximité de la porte coupe-feu séparant le bâtiment L du bâtiment C. Cet équipement a été installé à la suite d'une demande de l'assureur du site, il y a environ 4 mois et sa date de fabrication est le 23/05/2025.

En outre, il a été constaté, en divers endroits du site, la présence de sacs d'absorbant et de pelles,

mais pas de neutralisant, l'exploitant a indiqué qu'il n'y en avait pas sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place, dans les zones à risques qui le nécessitent, un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage des produits. Il doit également, sous 15 jours, dans le bâtiment K, déplacer l'extincteur dont l'accès est actuellement difficile, de sorte que celui-ci puisse être aisément accessible par le personnel ou les services de secours et de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Autre, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 13 000 m ³ /an (réseau d'adduction du SIAEP de la Montane), pour une production annuelle de l'ordre de 18 000 t/an.
Constats : La déclaration faite sur l'application GEREPE pour l'année 2024, relative au prélèvement total en eau, indique un volume de 14 464 m ³ , soit un dépassement de 11 % par rapport aux prescriptions de l'APC. Interrogé sur la consommation en eau au cours de l'année 2024 et sur une éventuelle augmentation du volume de production, l'exploitant a indiqué que le volume de production pour la période 2024-2025 était de 20 004 t. Ce qui représente une augmentation du volume d'activité de 11 %, correspondant ainsi au volume d'augmentation du prélèvement total en eau sur cette période. L'exploitant a indiqué sur ce point que si la volonté est d'augmenter le volume de prélèvement annuel en eau, le site est également dans une démarche d'optimisation de la ressource en eau. A ce titre, il précise que le futur bâtiment de stockage des emballages vides prévoit un système de récupération des eaux pluviales de toiture, qui seront stockées dans des bâches en sous-sol du futur bâtiment. Ces eaux pluviales seront réutilisées pour le lavage et la fabrication. L'exploitant précise également que le site s'inscrit dans une volonté du "rejet zéro" dans le futur et que des études doivent être menées sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Identification des effluents - Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales rétentions cuves aériennes
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales contenues dans les rétentions extérieures des cuves de 30 m ³ sont collectées séparément et réutilisées dans le process, traitées par la STEP ou évacuées comme déchets en fonction de leurs caractéristiques. Elles ne sont pas rejetées directement dans le milieu.
Constats : Interrogé sur la réutilisation des eaux pluviales contenues dans les rétentions des 6 cuves aériennes, l'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas à ce jour de liaison directe entre ces rétentions et la fosse de reprise située dans le bâtiment E. La récupération de ces eaux est faite manuellement, chaque trimestre, par le service maintenance, grâce au branchement d'un tuyau allant des rétentions vers la fosse de reprise dans le bâtiment E. Il précise qu'à ce jour, ces eaux pluviales ne sont pas réutilisées dans le process de fabrication, ni pour le rinçage. Ces eaux sont évacuées dans une fosse, avec les autres eaux de rinçage les moins chargées (les plus chargées étant ré-introduites dans le process), puis envoyées dans la station d'épuration pour traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, si les paramètres de suivi respectent les VLE applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle des eaux pluviales de voirie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux pluviales de voirie
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de voirie (EPV) susceptibles d'être polluées sont orientées vers un bassin tampon et font l'objet d'un contrôle pH et de présence d'un agent moussant. En fonction des résultats, ces eaux sont soit orientées vers le milieu naturel ($5,5 < \text{pH} < 8,5$ et pas d'agent moussant), soit orientées vers la STEP interne.
Constats : L'exploitant a présenté le mode opératoire de rejets des bassins de rétention, dont un exemplaire est présent dans le laboratoire (dont la dernière date de mise à jour est le 09/07/2021), ainsi que dans le local technique de la STEP et en a transmis une copie à l'Inspection qui s'intitule désormais "mode opératoire de vidange des bassins de rétention" et dont la dernière date de mise à jour est le 05/08/2024. Une différence apparaît entre ces deux versions du document, en ce que la version de 2021 faisait état d'une procédure spécifique pour le week-end. Ainsi, il était établi que si le bassin se remplissait durant le week-end, alors qu'en fin de semaine des analyses sur tous les paramètres avaient été réalisées et que l'ordre de vidanger avait été donné, seul le test de mousse était demandé et en cas d'absence de mousse, le rejet pouvait être effectué par la personne d'astreinte. Cette procédure spécifique n'apparaît plus dans la version 2024 du mode opératoire, ni même dans les consignes "station" et "astreinte" transmises par l'exploitant.

L'exploitant a présenté les modalités de contrôles des eaux contenues dans les bassins de rétention du site avant leur vidange. Conformément au mode opératoire présenté, il indique que quatre paramètres sont vérifiés avant la vidange de chaque bassin de rétention, à savoir :

- le pH ($5,5 < \text{pH} < 8,5$),
- la DCO ($< 50 \text{ mg/L}$),
- la couleur de l'eau,
- l'absence de présence de mousse.

Sur ce dernier point, interrogé quant aux modalités de réalisation du test moussant, l'exploitant indique qu'il s'agissait d'un test réalisé en interne afin de vérifier, par agitation, la présence éventuelle de mousse et la hauteur de celle-ci le cas échéant. Le critère retenu par l'exploitant sur ce paramètre est de 0 ml de mousse. Ainsi, en cas de présence de mousse, l'exploitant indique que l'eau est renvoyée vers la station d'épuration interne pour y être re-traitée, via une opération manuelle consistant à mettre un tuyau dans le bassin, puis l'eau est renvoyée vers la station à l'aide d'une pompe.

Il ressort toutefois du mode opératoire transmis que les eaux peuvent aussi être envoyées en traitement externe si besoin. La décision du renvoi dans la STEP ou vers un traitement externe est prise par le responsable HSE (ou son assistante en cas d'absence).

Le mode opératoire précise que 4 prélèvements doivent être faits dans chaque bassin, dans quatre différents points, mais n'en mentionne que trois : entrée, sortie surface et fond.

La vidange des bassins n'a lieu qu'une fois que les résultats de l'ensemble des analyses aient été obtenus, respectent les paramètres fixés et sur décision du service HSE.

Le document précise les volumes maximum de chaque bassin (bassin 1 (orage) : 50 %, bassin 2 (toiture) : 30 % et bassin 3 (STEP) : 30 %) devant déclencher leurs vidanges. Il précise également que les trois bassins de rétention sont reliés entre eux en cascade, ainsi le premier se déverse, dans le second, puis le second dans le troisième.

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le registre de suivi des vidanges des bassins, comportant les dernières analyses ayant été réalisées en semaine 2 de 2026. Il apparaît que l'ensemble des VLE des paramètres susvisés sont respectés et que les volumes quotidiens de vidange des bassins sont reportés.

Ainsi, il apparaît que le bassin 1 a été vidangé à hauteur de 20 m^3 (pour une capacité totale de 140 m^3), le second (bassin 2) à hauteur de 50 m^3 (pour une capacité totale de 250 m^3) et le troisième (bassin 3) également à hauteur de 50 m^3 (pour une capacité totale de 150 m^3).

Il a également été transmis à l'issue de l'inspection, une capture d'écran de ce registre pour les semaines 3 et 4 de 2026. Il en ressort que :

- sur le bassin 1 : le mercredi 14/01/2026, les prélèvements faits respectent les VLE des paramètres susvisés, induisant la vidange dudit bassin (40 m^3) vers le ruisseau, cette vidange a été ensuite renouvelée, dans les mêmes conditions, le lundi 19/01/2026, pour 50 m^3 ,
- sur le bassin 2 : le jeudi 15/01/2026, les prélèvements faits respectent les VLE des paramètres susvisés, induisant la vidange dudit bassin (40 m^3) vers le ruisseau, cette opération a été renouvelée, dans les mêmes conditions le mardi 20/01/2026, pour 30 m^3 ,
- sur le bassin 3 : le vendredi 16/01/2025, les prélèvements faits respectent les VLE des paramètres susvisés, induisant la vidange dudit bassin (30 m^3) vers le ruisseau.

Toutefois, ce tableau ne fait apparaître que les résultats d'analyses d'un seul échantillon et non des 4 devant être prélevés dans chaque bassin, conformément au mode opératoire établi.

En outre, bien que le mode opératoire indique que le volume de rétention des bassins doit être impérativement contrôlé le soir du dernier jour ouvré de la semaine, afin de s'assurer qu'aucun

débordement ne puisse avoir lieu au cours du week-end, ce qui a été confirmé par le responsable de l'exploitation de la STEP, l'exploitant précise à l'Inspection que le niveau des trois bassins de rétention est vérifié chaque jour et que ceux-ci sont vidangés si besoin. Les consignes "station" ainsi que le registre fournis corroborent les dires de l'exploitant sur ce point.

Par ailleurs, il a été constaté sur site que les bassins ne comportent pas d'échelle limnimétrique ni même que les géomembranes ne comportent pas de marque permettant de déterminer quelle est la hauteur d'eau présente dans le bassin, de sorte, par exemple, qu'il n'a pas été possible de déterminer en cours d'inspection quel volume d'eau était présent dans le bassin et ainsi de déterminer le volume toujours disponible en cas d'incident sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra veiller, sous 1 mois, à ce que l'ensemble des copies du mode opératoire de vidange des bassins de rétention présent dans les différents bâtiments du site soient identiques et aient la même date de mise à jour, afin d'éviter toute confusion et potentielle erreur dans les actions devant être menées.

L'exploitant devra indiquer, sous 1 mois, quelle est la consigne désormais applicable dans le cas où l'un des bassins venait à se remplir durant le week-end et quels sont les tests effectués avant vidange dans ce cas.

L'exploitant devra expliciter, sous 1 mois, comment les résultats des 4 prélèvements d'eau réalisés sur les 3 bassins de rétention, sont reportés et pris en compte dans le registre de suivi des eaux de la STEP.

Il doit également mettre en place, sous 2 mois, un système permettant de déterminer le volume d'eau présent dans chaque bassin de rétention (marquage indélébile sur les bâches ou mise en place d'une échelle limnimétrique) afin de s'assurer qu'il dispose de volumes de rétention disponibles suffisants en cas de sinistres ou de forts épisodes pluvieux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Collecte des effluents - station d'épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la station d'épuration

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'une station de traitement interne pour ses eaux usées (STEP) dimensionnées pour traiter 30 m³/semaine.

[...]

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilités ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou l'arrêt des

installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de la STEP est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour cesser tout rejet tant que la station de traitement n'est pas de nouveau opérationnelle.

Pour prévenir tout rejet accidentel sans traitement par débordement ou fuite, la STEP est équipée d'un bassin de rétention d'une capacité de 130m³ minimum.

Constats :

La station d'épuration du site de production d'EYREIN INDUSTRIE compte trois bassins de rétention qui sont reliés entre eux en cascade. Ainsi, le premier bassin (bassin orage), de 140 m³, se déverse dans le second (bassin toiture), de 250 m³, qui lui-même se déverse dans le troisième (bassin STEP), de 150 m³.

L'exploitant reporte sur l'application GIDAF le volume moyen journalier de rejet dans le milieu naturel, ainsi que le volume moyen journalier de rejet de la STEP interne. En outre, il tient un registre dans lequel il indique les résultats des analyses menées sur les échantillons d'eau prélevés dans les trois bassins d'eaux pluviales, avant leur vidange, ainsi que les volumes de vidange de ces bassins et l'indication de l'orientation donnée aux eaux vidangées (ruisseau ou station) (cf. point de contrôle n°11).

L'exploitant précise que les rejets de la STEP du site suivent, quant à eux, un tuyau souterrain de 400 m afin d'être évacués dans la rivière La Montane.

En outre, interrogé sur la gestion de la STEP en cas de perte d'utilité sur le site, l'exploitant indique que le site est doté d'un groupe électrogène, qui se déclenche 4 secondes suivant la coupure d'électricité. Ce groupe permet le re-démarrage automatique de l'ensemble des installations du site, dont la STEP. En outre, l'astreinte est habilitée à rétablir le courant sur le site en cas de coupure.

En cas de coupure d'électricité ou en cas de dysfonctionnement de la STEP, celle-ci est dotée d'une alarme technique qui, lorsqu'elle s'enclenche, alerte la télésurveillance du site, qui elle-même contacte l'astreinte en suivant. L'astreinte est formée de sorte à pouvoir résoudre les dysfonctionnements de la STEP, ainsi à titre d'exemple, si le filtre de sortie de STEP se bouche, l'astreinte doit être en capacité de le déboucher.

Les consignes "station", transmises par l'exploitant, listent l'ensemble des actions devant être menées sur la STEP, avec leur périodicité, ainsi que les actions devant être réalisées sur cette installation par l'astreinte.

Sur site, il a été constaté que les trois bassins de rétentions, ainsi que leurs géomembranes, étaient en bon état.

Il a également été constaté l'affichage, au niveau du local technique de la STEP, d'un panneau explicatif permettant d'identifier les trois bassins de rétention, ainsi que le fonctionnement des vannes associées aux bassins n°1 et 2. Ainsi, pour le bassin n°1 d'orage, il est indiqué que la vanne d'entrée du bassin doit toujours être fermée et que la vanne d'entrée du bac des hydrocarbures doit toujours être ouverte. Pour le bassin n°2 "toitures", la vanne ruisseau doit être toujours fermée et la vanne entrée bassin toujours ouverte.

Or, malgré cet affichage, il apparaît à proximité de ces bassins, qu'aucune consigne n'est affichée et que les vannes ne sont pas identifiées.

Ce panneau ne fournit également aucune indication sur le bassin n°3, relatif à la STEP qui a vocation notamment à récupérer, en cas d'incident, les eaux issues de la STEP (rupture d'une cuve par exemple).

Un second panneau permet d'identifier et de repérer sur un plan divers équipements concernant la STEP, à savoir :

- les caniveaux présents sur la route visant à récolter les eaux de pluie,
- le caniveau sur la route utilisé en cas de fortes pluies,
- les réseaux des eaux de toiture de la station (situés de part et d'autre du local technique),
- la grille d'entrée dans la station des eaux de pluie (située devant le local technique).

Le plan indique que l'ensemble de ces réseaux se déverse, via des tuyaux, dans le bassin n°3 de la STEP.

Il a été constaté sur site la présence de fossés bordant la route descendant vers la STEP. Interrogé quant à la façon dont seront canalisées les eaux d'extinction incendie du futur bâtiment de stockage des emballages plastiques, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que ces eaux seraient canalisées vers les bassins de rétention.

Plus précisément, le PAC relatif au projet transmis indique que ces eaux, en plus d'être contenues dans la rétention de 130 m³ qui sera présente dans le futur bâtiment, seraient canalisées vers les bassins de rétention via des caniveaux de récupération aux droits des portes du bâtiment et un réseau de canalisations aériennes sous le bâtiment et enterrées en dehors. Ce même PAC indique que la capacité totale des bassins de rétention est de 590 m³ (soit bassin 1 : 150 m³, bassin 2 : 140 m³ et bassin 3 : 300 m³). Or, ce ne sont pas les capacités qui ont été indiquées par l'exploitant lors de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter les informations données au niveau de la STEP quant au fonctionnement des vannes des bassins de rétention N°1 et 2, en affichant à proximité de ces vannes, les mêmes consignes que celles indiquées sur le panneau présent devant le local technique de la STEP relatif aux bassins de rétention et en identifiant les vannes (bassins, bac hydrocarbures et ruisseau), de sorte à éviter toute erreur de manipulation en cas de sinistre ou de vidange.

L'exploitant doit indiquer avec précision, sous 1 mois, les dimensions exactes des trois bassins de rétention présents sur le site, ainsi que leur volume respectif.

Il doit en outre, dans le même délai, davantage expliciter les mesures mises en œuvre, dans le cadre de la construction du futur bâtiment de stockage des emballages, afin de s'assurer que les eaux d'extinction incendie ne puissent se déverser dans le milieu naturel et puissent être dirigées et canalisées vers la STEP et ne puissent se déverser dans les fossés présents en contrebas du futur bâtiment, en amont de la station, situés de part et d'autre de la route et se dirigeant vers le ruisseau. A toutes fins utiles, il transmettra à l'Inspection un plan des réseaux du futur bâtiment allant vers la STEP étant donné que le plan fourni à l'appui du PAC ne permet pas de voir les réseaux canalisés prévus depuis le futur bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Entretien des installations de traitement des eaux polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la STEP
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettent de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. En particulier, la station dispose d'une sonde de mesure pH en sortie entraînant l'arrêt des rejets (arrêt pompe de sortie) et le déclenchement d'une alarme en cas de rejet non conforme. Il a également été rappelé que les rejets de la STEP du site, dès lors qu'ils sont conformes aux VLE fixées, suivent un tuyau souterrain de 400 m afin d'être évacués directement dans la rivière La Montane.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Des procédures spécifiques à la gestion de la station sont mises en place, et régulièrement contrôlées.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis passage par un bassin tampon tel que visé au 4.3.1. Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>S'agissant de l'exploitation et de la gestion de la STEP, l'exploitant a rédigé des "consignes station" regroupant l'ensemble des points devant être faits, vérifiés, surveillés et contrôlés, avec la périodicité associée. Ces consignes concernent aussi bien le personnel en charge du suivi de la station, que le personnel d'astreinte. Ces consignes sont également suivies par l'exploitant, en supervision. Ces consignes sont présentes sur le réseau informatique de l'entreprise et sont accessibles même en cas de perte d'utilité sur le site, via une connexion à distance.</p> <p>Des consignes techniques sont également affichées dans le local technique de la STEP. Ainsi, il a été constaté l'affichage d'une consigne pour procéder au nettoyage d'un filtre, listant l'ensemble des actions devant être menées.</p> <p>Le suivi de la STEP est assuré par un personnel en charge de son exploitation et de sa maintenance, ainsi que par le responsable HSE. Le personnel d'astreinte est également formé pour assurer la gestion et le bon fonctionnement de la STEP, ainsi que pour intervenir en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Les formations de ces personnels sont faites en interne, par le responsable HSE et Infrastructures.</p>

Le personnel chargé de l'exploitation complète quotidiennement une fiche de suivi de la station, dans laquelle sont reportés diverses informations et paramètres, tels que le relevé des débitmètres entrée et sortie, permettant ainsi de calculer les volumes entrée et sortie de la STEP, le pH du bassin et le pH sortie, le taux d'oxygène du bassin et sa température, le niveau des cuves tampon et sécurité de la STEP, le relevé du compteur d'eau de la STEP, la consommation des divers produits utilisés par la STEP, etc. ainsi que les éventuels défauts constatés sur la station.

L'exploitant précise également que la personne en charge de l'exploitation de la STEP complète également un tableau de relevés de mesures et d'analyses, puis un tableau relatif aux indicateurs environnementaux est complété, et enfin, sont également reportés les résultats des analyses menées par le laboratoire Qualyse sur divers paramètres de suivi des rejets aqueux du site. L'ensemble de ces résultats est ensuite reporté dans l'application GIDAF par le responsable HSE. L'exploitant a ainsi montré à l'Inspection le tableau relatif aux indicateurs environnementaux démontrant que l'exploitant prend en compte pour le suivi des rejets aqueux, les valeurs limites d'émissions fixées dans l'APC du 17/05/2019, ainsi que des valeurs plus contraignantes pour certains paramètres, tels que la DCO ou les MES. L'exploitant précise que ces valeurs plus contraignantes sont des objectifs à atteindre, définis en interne. Toutefois, il apparaît que quand ces limites internes sont dépassées, des mesures correctives ne sont pas nécessairement mises en œuvre par l'exploitant et que les valeurs réellement prises en compte sont finalement celles de l'APC.

En outre, interrogé sur la procédure mise en œuvre en cas de rejet non conforme en sortie de STEP, l'exploitant indique qu'une alarme se déclenche. Ainsi, à titre d'exemple, il indique que si l'analyseur du pH, qui fonctionne en continu, détecte un problème, un automate coupe la pompe de rejet, la pompe d'alimentation se coupe également, une alarme technique s'enclenche, la télésurveillance est avertie et celle-ci contacte en suivant le personnel d'astreinte. Ainsi, le circuit de la STEP se ferme en attendant l'intervention de l'astreinte. S'agissant de la DCO, étant donné qu'il n'existe pas d'analyseur en continu de ce paramètre, l'exploitant en surveille l'évolution et enclenche une action corrective s'il constate que la DCO augmente, afin qu'elle ne dépasse pas la VLE applicable.

Les événements majeurs survenus sur la STEP, de type changement de pièces, vidange du décanteur, ensemencement, etc.. sont reportés sur un tableau effaçable présent dans le local technique de la STEP avec indication de la date de réalisation de l'évènement. L'exploitant précise toutefois qu'une réunion hebdomadaire permet de lister les actions devant être réalisées sur la STEP et que ces réunions font l'objet d'un compte-rendu par mail, permettant ainsi de conserver la trace des actions à mettre en œuvre.

S'agissant de la maintenance de la STEP et des actions correctives devant être mises en œuvre, l'exploitant indique reporter ces actions dans un tableau tâches/maintenance, commun aux trois sites présents sur la commune d'Eyrein. Les actions correctives y sont listées et les dates de réalisation de ces actions y sont consignées.

Les installations électriques de la STEP sont contrôlées annuellement et en curatif par la société ALLEZ et Cie à Brive-la-Gaillarde, qui réalise également les contrôles par thermographie. L'entretien préventif est fait en interne. Le contrôle des cuves est confié à un organisme agréé.

L'exploitant a transmis les derniers bilans hydrobiologiques, amont et en aval, réalisés par le laboratoire Qualyse sur La Montane, datés des 21/10/2024 (rapports n° 24LH2212-1 et -2) et 04/11/2025 (rapports n° 25HY-057859 et 25HY-057858). Ces bilans concluent que les stations

amont et aval sont en bon, voire en très bon état écologique, mais il convient de relever toutefois que l'Indice Invertébrés Multi-Métriques est malgré tout régulièrement en baisse, en amont comme en aval du site, depuis 2020.

S'agissant de l'étude de compatibilité milieu prescrite dans l'APC du 05/09/2025, l'exploitant a indiqué que celle-ci est toujours en cours et que la fin de la campagne des mesures est prévue en février 2026 et qu'ainsi les résultats de l'étude devraient intervenir en mars 2026.

S'agissant des tensioactifs utilisés dans les processus de production, l'exploitant a indiqué avoir poursuivi les analyses faites du 12 au 17 mai 2025 et qu'il en ressort qu'il n'existe quasiment pas de tensioactifs cationiques dans les rejets aqueux, des rejets de tensioactifs anioniques en faible quantité, mais que des tensioactifs non-ioniques avaient été détectés à des concentrations ne dépassant pas 30 mg/L.

Enfin, s'agissant des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures, l'exploitant indique que la société en charge du nettoyage du dispositif de traitement des eaux pluviales de surface est la société SUEZ, basée à Ussel, qui intervient annuellement.

Toutefois, il ressort des documents transmis à l'issue de l'inspection, que le dernier nettoyage du dispositif a été effectué le 19/02/2025 par la société SARP Sud-Ouest (pompage et nettoyage complet d'un séparateur à hydrocarbures d'un volume de 3000 L). L'exploitant a également transmis les deux bordereaux de suivi des déchets pour les eaux (6,5 tonnes) et les boues hydrocarburées (0,5 tonne) évacuées dans le cadre de cette opération de nettoyage.

L'exploitant a également communiqué la déclaration de conformité, datée du 25/09/2013, du détecteur d'interface eau/hydrocarbures pour le séparateur OilSET-1000, à la directive 2004/108/EC du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et à la directive 94/9/EC du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994 concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, dite ATEX. L'exploitant a également communiqué le descriptif technique du séparateur d'hydrocarbures. Il s'agit d'un dessableur séparateur à hydrocarbures avec by-pass intégré et déversoir d'orage sec qui traite un débit nominal de 30l/s et accepte un débit de pointe de 150l/s (modèle BHDR 1603004).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra communiquer à l'Inspection, dès réception, l'étude de compatibilité milieu, prescrite dans l'APC du 05/09/2025, ainsi que l'ensemble des résultats des analyses réalisées dans les rejets aqueux et pris en compte dans cette étude.

Il devra, en outre, sous 1 mois, mettre en place un registre permettant d'indiquer, de façon pérenne, la nature et la date des interventions majeures survenues sur la station d'épuration, en supplément des indications reportées sur le tableau effaçable présent dans le local technique de la station d'épuration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants 2024
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...].
Constats : Dans le plan de gestion des solvants de l'année 2024, transmis le 25/04/2025, l'exploitant indique que 104 matières premières référencées sur le site contiennent des solvants organiques, ce qui correspond à une quantité égale à 1328,7 tonnes, soit une quantité de solvants purs de 946 t, soit : 942 885.80 kg (quantité de solvants organiques) +3659.80 kg = 946 545.60 Kg. Or, il n'est pas indiqué à quoi correspond la valeur de 3659.80 kg. Qu'en est-il ? Une autre erreur est constatée concernant les déchets liquides dangereux, la quantité moyenne de solvants n'est pas 4,99 % mais de 4,95 %. En outre, la conclusion du plan comporte diverses erreurs devant être corrigées. Ainsi, concernant les émissions totales = Il est indiqué dans le PGS : Emissions totales = I1-(O2+O5+O6+O7) Emissions totales = 946 545.60 - (56.57 + 4 702.80 + 238.14 + 940 709.10) Emissions totales = 8.38.99 kg. Une erreur est faite sur le résultat des détrituts de la STEP O5, qui est de 4657,86 kg et non de 4702.80 kg, ce qui fait un total final de 945 661,67 kg et non de 945706,61kg. Ainsi, le résultat de la différence est de 883,93 kg et non de 838,99 kg. Il est également indiqué dans cette conclusion : Nbre d'heures en 2023 : 365.24 X 24 = 8 766 h. Or, il convient ici d'indiquer le nombre d'heures de 2024. L'erreur sur les émissions totales induit en suivant une erreur sur le calcul du flux horaire de solvants qui serait donc de : 883,93 / 8766 = 0,1008 kg.h-1 (et non de 838.99 / 8 766 = 0.096 Kg.h-1) Le pourcentage de perte : émissions totales/ I1 serait de 883,93 / 946 545,6 = 0,093 %(et non de 838.99 / 946 545.60 = 0.09 %).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer, sous 1 mois, le plan de gestion des solvants dûment corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Gestion de l'établissement - limitations des émissions polluantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions polluantes
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - limiter les émissions de polluants dans l'environnement [...] - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. APC 17/05/2019 - article 3.1.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique [...]. APC 17/05/2019 - article 3.2.1 - Dispositions générales [...] Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prise d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. la partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Constats : Lors de l'inspection du site, il a été constaté, dans le bâtiment C, à proximité de l'aire de lavage, la mise en place d'une nouvelle installation visant à aspirer et collecter les vapeurs émanant des cuves mobiles de préparation de produits. Cette installation est reliée à un émissaire situé à la sortie du bâtiment C, face au bâtiment ATEX J de stockage des parfums. L'exploitant a indiqué que cette installation avait été installée récemment. Interrogé sur la nature des effluents rejetés à l'atmosphère, l'exploitant a indiqué ne pas les

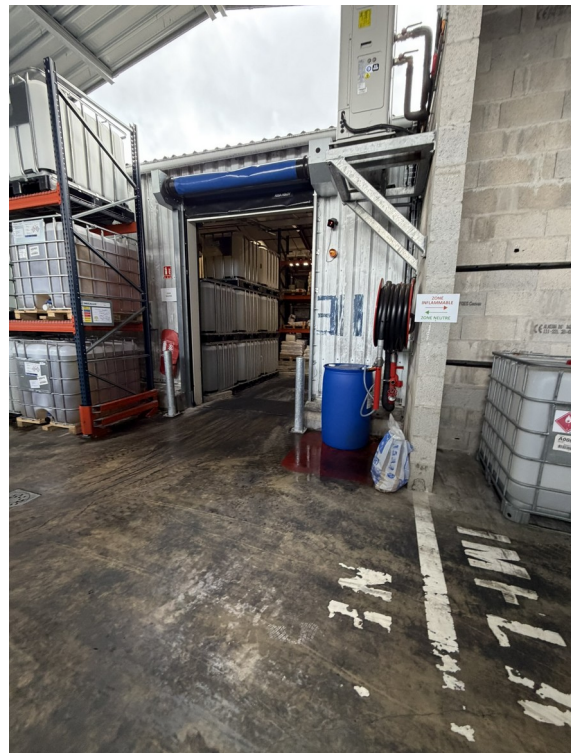
connaître et ne pas avoir fait d'analyses sur ces rejets.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'Inspection, sous 1 mois, des explications quant au fonctionnement de la nouvelle installation mise en place pour collecter les vapeurs rejetées par ces cuves de mélange de produits. Il doit indiquer notamment si un système de filtration ou si un traitement des effluents a été mis en place et décrire le conduit mis en place et démontrer que celui-ci respecte les dispositions de l'article 3.2.1 de l'APC du 17/05/2019.</p> <p>Il doit également déterminer, sous 3 mois, la nature exacte de l'ensemble des effluents rejetés par l'émissaire de cette nouvelle installation et la conformité des rejets au regard de la réglementation applicable.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°5 : PAC Réorganisation du stockage des matières premières liquides GRV de 1000l



IMG_0246.JPEG



IMG_0249

N°6 : Dispositions particulières applicables aux rubriques 1510 et 2663



IMG_0239

N°7 : PAC - Stockage d'emballages vides neufs - voie engins



IMG_0256



IMG_0269

N°9 : Stockage des produits



IMG_0284



IMG_0290



IMG_0235



IMG_0236



IMG_0237

N°10 : Prévention des risques technologiques



IMG_0247



IMG_0299



IMG_0266



IMG_0243



IMG_0302



IMG_0301